

Les Allobroges de la Drôme

Les Allos internet - Numéro 230

Le jeudi 6 juin 2013

Éditorial

Rabotage du quotient familial : une hausse d'impôt qui ne veut pas dire son nom.

La décision est tombée. Le gouvernement a choisi de rogner le quotient familial en abaissant son plafond de 2000 à 1500 euros par 1/2 part fiscale.

Une première remarque s'impose. Contrairement aux allégations gouvernementales de fin 2012, les hausses d'impôts continuent. Réduire le quotient familial c'est en effet modifier un des paramètres essentiels du calcul de l'impôt sur le revenu ce qui revient à en changer le rendement. Un milliard de recettes supplémentaires est attendu.

Ce projet traduit dans les faits une accentuation de la pression fiscale sur les petits et moyens contribuables, pour une large part des salariés, dont certains subiront ainsi une hausse moyenne annuelle de leur impôt sur le revenu de 500 à 700 euros et à laquelle d'autres, jusqu'alors non imposables, seront confrontés, en le devenant. Le coefficient qui sert à déterminer les droits à prestations de ces familles sera ainsi modifié et se traduira par une augmentation du coût des prestations sociales et familiales dont elles bénéficient. La conséquence sera une baisse des dépenses donc une économie pour les collectivités territoriales et la CAF du fait de prestations devenues payantes pour les familles. On notera encore qu'une autre mesure fiscale a été prise, visant à supprimer la réduction d'impôt pour scolarisation d'enfant dans l'enseignement secondaire, une mesure d'un coût budgétaire aujourd'hui réduit (235 millions d'euros) et dont le nombre de bénéficiaires s'élève à plus de 2,2 millions de familles.

C'est ainsi que le gouvernement s'autorise à parler d'un rapport total des mesures annoncées de deux milliards d'euros.

À nouveau la redistribution s'opère entre catégories de salariés. En aucun cas elle n'est mise en œuvre sur les revenus du capital, sur les salaires des dirigeants du CAC 40 et sur les détenteurs de grandes fortunes. Ces revenus-là sont tout simplement non concernés. Dans les faits, ce sont bien les familles aux revenus modestes et moyens qui seront mises à contribution. Même si pour des allocataires du RAS ou des salariés au SMIC cela peut paraître beaucoup, peut-on pour autant affirmer qu'une famille (couple avec un enfant) disposant d'un revenu mensuel de 5 380 euros est riche ?

Toucher au quotient familial n'est pas neutre, particulièrement en période de course aux recettes fiscales sur fond de fraude et d'évasion fiscales pour les capitaux et les bénéfices des entre-

Fête des Allobroges de la Drôme Dimanche 23 juin

Parc Léo Lagrange,
Portes-lès-Valence.
(Débats , repas et musique...)

Sommaire :

- Page 3 ► COMMUNIQUÉ de presse du PCF National et départemental : mort de Clément Méric
- Page 4 ► INTERNATIONAL : Palestine / Turquie
- Page 5 ► SOCIAL : Annonay / Emploi Ceanothe Valence
- Page 6 ► SOCIAL : St-Péray / Privas
- Page 7 ► EMPLOI : AREVA NC Pierrelatte
- Page 8 ► Conseil Régional: Attention à l'extrême droite
- Page 9 ► ROMANS : tribune des élus PCF
- Page 10 ► JEUNESSE : vers un avenir meilleur
- Page 11 ► MONTÉLIMAR : assemblée citoyenne du 28 mai
- Page 12 ► Marche citoyenne à Bollène
- Page 13 ► SANTE: Séderon veut un médecin
- Page 14 ► NYONS : débat citoyen du 24 mai
- Page 15 à 18 ► AGENDA

prises auxquelles personne ne veut s'attaquer vraiment. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer le ridicule des mesures de lutte contre la fraude dont a accouché l'après affaire Cahuzac. Par contre, derrière les coups portés au quotient familial ce qui revient à le mettre en cause, se travaille sa disparition pure et simple et avec elle le retour des projets de retenue à la source et de fusion de l'Impôt sur le Revenu et de la Contribution Sociale Généralisée. Autant de moyens permettant ainsi d'avancer vers la fiscalisation des recettes de la protection sociale et d'alourdir encore mais sous anesthésie, la pression fiscale sur les salariés.

Une nouvelle fois, le gouvernement se trompe et à double titre. D'une part parce que les recettes supplémentaires qu'il cherche, ont pour principal objectif de réduire le déficit et non de participer à soutenir la dépense publique. D'autre part parce que ces mesures s'en prennent au budget des ménages au lieu de réorienter la politique du crédit et des banques et de réformer radicalement la fiscalité du capital et des entreprises en la modulant en fonction de critères sociaux et environnementaux. De tels choix poussent à une contraction supplémentaire de la demande alors qu'une relance de la croissance n'a jamais été aussi nécessaire pour engager un dépassement de l'état de crise systémique dans lequel se trouvent notre économie et plus largement l'ensemble de la société.

Un vrai débat doit s'engager sur ces questions avec les populations, salariés des entreprises et citoyens de nos communes, afin de construire dans le plus large rassemblement les solutions porteuses d'une alternative politique à la fois radicale, crédible et durable.

□ **Jean-Marc DURAND.**
Membre du conseil national du PCF



COMMUNIQUE DE PRESSE DU PCF

Mort de Clément Méric : « La haine et la violence fasciste doivent être combattues sans relâche »

« La mort de Clément, jeune homme de 18 ans, sous les coups de militants d'extrême droite est un drame tragique et révoltant. Mes premières pensées vont à ses parents et à sa famille. Au nom des communistes français, je leur adresse toutes mes condoléances.

La haine et la violence fasciste qui sont à l'origine de ce crime doivent être combattues sans relâche et les groupuscules d'extrême droite dissous. J'appelle au rassemblement de toutes les forces démocrates pour condamner cette acte odieux. Ce soir, place Saint Michel, regroupons-nous pour exprimer tout notre soutien à la famille de Clément et notre résistance face aux exactions de ces groupes néo fascistes. »

Pierre LAURENT
Secrétaire national du PCF



COMMUNIQUE DE LA FEDERATION PCF 26

« Le mercredi 5 juin 2013, Clément, jeune homme de 18 ans tombait sous les coups violents de militants d'extrême droite. Ce drame tragique et révoltant nous rappelle des heures sombres. Il y a 70 ans, le Conseil national de la résistance, regroupant tous les mouvements de résistance contre l'occupant nazi et contre les forces fascistes françaises, faisait naître un esprit de liberté, d'égalité, de fraternité et de démocratie. Quelques mois plus tard était écrit "les jours heureux", un programme portant sur l'humain. Certains veulent remettre en cause aujourd'hui les acquis sociaux et de civilisation issus de ce programme.

La haine et la violence fasciste qui sont à l'origine de ce crime doivent être combattues sans relâche et les groupuscules d'extrême droite dissous. La fédération du parti communiste de la Drôme a appelé jeudi soir au rassemblement de toutes les forces démocrates pour condamner cet acte odieux.

Résistance face aux exactions de ces groupes néo-fascistes doit être notre préoccupation. »

Pascal GIRARD
Secrétaire départemental du PCF Drôme.

INTERNATIONAL



PALESTINE

INSUPPORTABLE CHASSE À L'ENFANT À KAFR QADDOUM

« Samedi 1er juin, l'armée israélienne a placardé sur les murs du village palestinien de Kafr Qaddoum, des affiches avec les photos de quatre enfants du village, âgés de 10 à 14 ans. Chaque photo comporte une inscription en arabe : « Nous sommes l'armée. Faites attention, nous vous attraperons si nous vous voyons ou nous viendrons chez vous ».

Ces agissements constituent une violation grossière des droits les plus élémentaires des enfants tels qu'énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU le 20 novembre 1989, convention ratifiée par la France le 7 août 1990 et par Israël en 1991.

Ces agissements sont révélateurs du comportement des forces d'occupation israéliennes quand elles doivent faire face, comme à Kafr Qaddoum à la résistance pacifique et déterminée d'un village qui défend ses terres contre des colons qui veulent les lui voler.

Nous attendons du gouvernement français qu'il demande compte de tels agissements aux autorités israéliennes pour que soient prises des sanctions sévères contre les auteurs de tels faits. »

Communiqué de l'Association France Palestine solidarité

Kafr Qaddoum est connu pour la violence des colons voisins qui, avec la complicité de l'armée, y ont attaqué les villageois avec des chiens.

TURQUIE

UNE COLÈRE LÉGITIME

« Les manifestations que traversent aujourd'hui la Turquie sont le reflet d'un mécontentement profond face à la politique autoritaire du pouvoir islamoc conservateur de l'AKP. Le boom économique revendiqué par le régime est loin de s'être traduit par un progrès social profitant au plus grand nombre notamment de la jeunesse.

Les mises en cause répétées des libertés et de la laïcité, les poursuites contre les intellectuels, journalistes, traduisent une montée importante à la fois de l'autoritarisme et une volonté d'imposer progressivement une société islamisée.

Le Parti communiste français condamne la répression dont ont été victimes les manifestants dont de nombreux jeunes. Il apporte son soutien aux exigences légitimes des manifestants qui s'opposent à la politique actuelle et partage leur volonté de préserver les acquis démocratiques et laïcs. Il appelle à se joindre au rassemblement le mardi 4 juin, à 19 h, à Paris, Fontaine des Innocents. »

Communiqué du PCF

Annonay : Une table ronde, trois ministres mais pas de salarié

« Trois ministres à Annonay pour une table ronde qui n'invitent pas les salariés pour la visite d'une entreprise qui a supprimé des centaines d'emplois ces dernières années, bénéficiait des actions salariales pour faire reconnaître les méfaits de l'amiante, et qui n'aurait jamais dû être vendue à Iveco.

Trois ministres qui ont été contraints par les manifestants ayant réussi à pénétrer dans l'usine à déléguer à Arnaud Montebourg de recevoir une délégation syndicale. Mais Montebourg ne respectera pas ses engagements.

Une visite éclair dont le coût mériterait d'être connu et qui veut faire oublier la casse industrielle du Nord Ardèche et les responsabilités du patronat et des politiques libérales.

Le PCF, membre du Front de gauche continuera à rassembler les forces de gauche sur une politique qui refuse l'austérité et utilise les milliards de la spéculation ou de la fraude fiscale pour répondre aux besoins sociaux.

Annonay ne peut oublier les luttes des tanneurs, des salariés de GPV, Canson, SPPP, Plastic Omnium, etc. » □

Pour le PCF, F. Bonnet et S. Plana

EMPLOI : motion de soutien à la grève des CEANOTHE

« La première façon de lutter contre le chômage, C'est de maintenir les emplois existants !

Nous, les syndicats CGT de la Drôme, soutenons l'action engagée depuis 10 jours par les employés de la société CEANOTHE.

Cette entreprise spécialisée dans la décoration murale, se trouvant dans la zone franche emploi 45 salariés.

Allons-nous accepter la disparition de 37 emplois sur ce site, alors que l'entreprise a des carnets de commandes bien remplis.

Allons-nous laisser détruire des emplois sachant que nous dépassons les 40% de taux de chômage dans le quartier ?

Allons nous laisser l'entreprise partir sans lui demander des comptes alors qu'elle a bénéficié de l'ensemble des primes, et d'exonérations d'impôts, pour son installation sur le site ?

Non, la CGT 26 ne laissera pas fermer une entreprise à 500 m de son siège local, sans se mobiliser et participer à la lutte.

Le groupe a bénéficié des meilleures conditions pour le rachat de l'entreprise, a touché des primes de l'État, et décide maintenant de délocaliser dans une nouvelle zone franche pour bénéficier à nouveau de toutes les aides.

Nous exigeons :

1. le maintien des emplois sur le site de Fontbarlettes,
2. ou l'obligation pour la société de permettre à d'autre d'acheter cette entreprise rentable,
3. et de rembourser les aides publiques dont elle a bénéficié, puisqu'elle ne respecte pas ses engagements. »

Valence le 31 mai 2013



SOCIAL

ST PERAY

CHEMINOTS ET USAGERS: POUR UN AUTRE PROJET EN GARE DE ST PERAY

Le 17 mai dernier les cheminots de Valence et leurs organisations syndicales se sont rassemblés en gare pour s'opposer au projet de la direction, qui vise à réorganiser le site du Grand valence, à savoir la fermeture de la boutique SNCF d'Auchan, à Guilherand-Granges ; un nouveau produit « AEV » visant à fermer un guichet pour inciter la clientèle à utiliser la borne automatique ou internet ; la réduction des horaires d'ouverture et de fermeture des espaces de vente et enfin la suppression des postes de vendeurs et d'adjoint commercial et augmentation des amplitudes de travail.

La CGT, l'UNSA et la CFDT dénoncent ce projet aux répercussions néfastes : désertification du service public sur le canton de Saint-Péray, casse du savoir cheminot et du service rendu aux usagers, tensions de plus en plus fortes entre les usagers et les agents des guichets ; files d'attentes de plus en plus longues ; besoin des usagers moins bien pris en compte ; conditions de travail qui se dégradent ; augmentation des usagers voyageant sans titre de transport dans les trains.

Pour toutes ces raisons, avec l'appui des citoyens, de tous les élus politiques de la communauté de communes de Saint-Péray, la CGT, l'UNSA et la CFDT sont ouverts à toutes sollicitations ou initiatives allant dans le sens des revendications qu'elles annoncent et appellent les citoyens, les comités d'usagers et les politiques à se rapprocher d'elles pour proposer un autre projet. ■ **PG**

PRIVAS

LICENCIES POUR AVOIR FAIT VALOIR LEURS DROITS

Le 6 décembre 2012, le Conseil des Prud'hommes d'Aubenas requalifiait les contrats de travail à durée déterminée de huit salariés précaires des établissements Clément Faugier, à Privas, en contrats à durée indéterminée.

Le 19 Avril, le patron licencie 8 personnes pour motif économique. Soit les six salariés pour lesquels il n'a pas fait appel du jugement, un salarié qui avait saisi les prud'hommes pour le même motif et qui, après embauche sous CDI avait permis l'embauche définitive d'ouvriers sous contrat précaire — dont un qui avait revendiqué son embauche aujourd'hui également licencié.

On est là en présence d'une atteinte à une liberté fondamentale garantie par la convention européenne des droits de l'homme : le droit de saisir un juge sans crainte de représailles. L'embauche en CDI de 8 précaires imposée par les prud'hommes résulte du non respect du code du travail, en matière de recours aux contrats de travail à durée déterminée. Le patron est donc malvenu de déposer aujourd'hui un sureffectif de 8 personnes à la production.

L'audience des référés du 23 mai reposera donc sur ces questions de principe : liberté de gestion de l'entreprise et donc du licenciement sous contrôle à posteriori du juge, contre les libertés fondamentales garanties par le juge. Les juges employés et salariés n'ont pu se mettre d'accord, l'affaire est donc renvoyée en audience de départage, présidée par un magistrat. Le délai requis (1 mois) remet en cause la procédure d'urgence que sont les référés.

La CGT de l'Ardèche fait remarquer que cette décision met à nu l'insuffisance des moyens dont dispose les services publics de la justice. ■ **PG**



Emploi : victoire et vigilance des salariés

« Le vendredi 27 mai 2013, le conflit opposant les salariés de l'UPMS (missions de gardiennage, secours, pompiers,...) contre la direction a pris fin. Il aura fallu 5 jours de grève, 5 jours de blocage du site et le quasi arrêt des installations par manque d'approvisionnement et la une des médias pour que notre direction prenne en compte la charge de travail de ce service et le manque de personnel.

Sur les revendications des salariés, il a été acté :

1) Gréement des effectifs en 24x72 heures à 30 salariés par équipe en CDI.

Réponse de la direction : équipe à 29 = création de 4 CDI

2) Gréement des effectifs en 2x8 à 10 salariés par équipes en CDI.

Réponse de la direction : ok = transformation de 5 à 6 emplois de CDD en CDI

3) Remplacement systématique des absences pour maladie au delà de 2 postes.

Réponse de la direction : ok

4) Mise en place d'une organisation du service en cohérence avec la sureté/sécurité.

Réponse de la direction : à voir en fonction de la charge de travail.

Si les salariés ont obtenu des garanties, il n'en reste pas moins que l'engagement de la direction ne vaut que pour 18 mois.

Cependant, les 5 jours de grève ont démontré que la mobilisation des salariés de l'UPMS était sans faille. Ils donnent rendez-vous à notre direction dans 18 mois si elle décide à nouveau de sous-gréer ses équipes de pompiers. Il faut adapter les effectifs à la sureté sécurité et non l'inverse. »

Pierrelatte, le 03 Juin 2013

Communiqué de la CGT Energies

EXTRÊME DROITE À LA REGION : NE PAS S'HABITUER À L'INACCEPTABLE !

Le groupe Front de gauche s'est associé à la déclaration présentée ce jour en assemblée par son président Gilles RAVACHE, au nom de la majorité régionale pour défendre les valeurs républicaines face à l'extrême droite.

Cette prise de parole intervient dans un contexte particulier où les groupuscules nationalistes, identitaires et fascisants se sont illustrés, une fois encore, par leur recours systématique à la violence dans les manifestations contre le mariage pour tous. La ville de Lyon devient coutumière de ce type d'abus: attaques de bars, marche des cochons, violences aux personnes (depuis 2010, 40 agressions physiques avec 500 jours d'ITT), organisation de manifestations en hommage au maréchal Pétain, rassemblements anti-communistes et ouvertement xénophobes, occupation de partis politiques, actions devant les lycées, distribution de soupes populaires aux français « de souche », la liste est longue et inquiétante ...

En tant qu'élus régionaux, nous siégeons face à des personnes qui sont élues de la République et qui n'hésitent pas à s'associer à certains de ces faits, avec la provocation de porter leur écharpe. Il s'agit particulièrement d'Alexandre Gabriac qui n'hésite pas à déclarer face caméra qu'il « vaut mieux une dictature qu'une démocratie » et affiche ses influences mussoliniennes, pétainistes ou hitlériennes... Qu'y a-t-il à ajouter à cela, si ce n'est qu'il devient de plus en plus insupportable pour notre groupe de siéger à côté de cet individu et de toute cette extrême droite toujours plus nuisible. Alexandre Gabriac, qui a plusieurs fois été mis en examen, a déjà été condamné pour injures à caractère raciste, violences volontaires, ayant entraîné une incapacité de travail supérieure à 8 jours. Comment un élu de la démocratie peut-il encore siéger après de tels agissements ?

Cette montée des extrêmes prolifère actuellement sur le terreau des politiques d'austérité menées partout en Europe. Elle n'est pas une fatalité et nous voulons la combattre par la construction de politiques alternatives à cette crise comme sur le terrain des idées. Nous nous joignons aux voix des élus qui se sont déjà élevées pour demander la dissolution des groupuscules d'extrême droite radicale qui ont recours à la violence. De nombreuses associations luttent quotidiennement contre ces idées fascistes et antiparlementaires, c'est notamment le cas des collectifs de vigilance lyonnais et isérois. Nous soutenons leur action et nous continuerons à nous battre contre les messages de haine et d'intolérance véhiculés par l'extrême droite.

Nous porterons avec nos parlementaires Front de gauche cette volonté de dissoudre ces groupuscules et continuerons à nous battre pour une République généreuse, sociale et démocratique.

Article tiré du blog Front de Gauche Rhône Alpes





Tribune des élus communistes romans

La situation politique et sociale continue sa lente dégradation en France comme en Europe. Les chiffres du chômage qui devraient être annoncés pour avril vont atteindre un nouveau triste record.

Pense-t-on qu'il va être encore longtemps possible de gérer sans graves anicroches le pays, nos régions, nos départements et nos communes dans une telle situation ? Déjà les dégâts causés par la contraction de la dépense publique à tous les niveaux sont importants malgré les multiples artifices utilisés pour les masquer. De nouvelles mesures de rationnement sont en préparation par le biais de l'acte III de la décentralisation et d'une nouvelle réforme du régime des retraites.

Par contre rien n'est fait pour s'attaquer radicalement au cancer financier qui ronge tous les rouages de la société plongeant notre pays dans la récession. Les capitaux continuent de s'accumuler provoquant une des plus grave crise de suraccumulation que le monde n'ait connu induisant une rentabilité tendancielle à la baisse et une pression sans précédent sur la dépense publique (services publics), l'emploi, les salaires, les prestations sociales...

Nous sommes à la veille d'échéances électorales qui concerneront notamment nos communes. Les communes sont une sorte de domaine privilégié de l'action publique et des services publics de proximité. Elles constituent en ce sens un des premiers remparts contre les politiques d'austérité ouvrant sur une perspective de sortie de crise. Dans la période à venir, cette résistance constructive s'incarnera particulièrement dans leur volonté d'impulser une nouvelle ère des services publics sur leur territoire, d'en faire une nouvelle étape de la politique municipale en réponse aux besoins sociaux des populations. Ainsi les services publics capteront utilement les capitaux sur accumulés, les rendant utiles au développement humain et les détournant des logiques de financiarisation qui conduisent de cures d'austérité en cures d'austérité.

■ *Les élus communistes romans*

JEUNESSE

UNE JEUNESSE AVERTIE, FORTE ET COMBATIVE POUR UN AVENIR MEILLEUR!

De nombreux jeunes sont venus renforcer les rangs du parti communiste durant ces dernières années. Comme moi, beaucoup furent séduits par la magnifique campagne menée par le Front de Gauche lors de la dernière présidentielle. D'autres ont connu le parti au travers de la Fête de l'Humanité et se sont ensuite emparés de la chose politique. Tous ont entrepris cette démarche dans un seul but : celui d'incarner la force vive d'un réel changement social pour enfin sortir de la précarité généralisée.

Le positionnement de notre parti, ainsi que les actions et combats menés vont dans le bon sens. Cette démarche doit être encouragée et soutenue par le plus de jeunes possible. Il faut qu'ils nous rejoignent afin de mettre en place une politique pensée par eux et faite pour eux. Cette politique, porteuse d'espoir, dynamique, combative doit permettre d'ouvrir de nouvelles pistes et d'envisager des améliorations réelles dans leur vie quotidienne.

Notre parti est une force qui se doit d'intégrer sa jeunesse et lui faire confiance. Le Parti communiste, afin de pouvoir parler à l'ensemble du peuple et surtout être entendu, doit représenter et incarner la population dans toutes ses composantes et sa diversité. La Fédération drômoise l'a bien compris. Elle a élu un Secrétaire fédéral qui vient d'avoir cinquante ans tout dernièrement, trois membres du Comité Départemental ont moins de 30 ans et 5 moins de 45 ans.

L'exécutif du CD a décidé la mise en place d'une Commission jeunesse, ce qui est un signe fort et intelligent car c'est en intégrant des jeunes au sein de chaque instance décisionnelle qu'ils se sentiront investis et dépositaires de responsabilités. Ainsi ils pourront mettre toute leur énergie, motivation, connaissances et compétences à disposition du parti. A mon sens, pour que cela puisse réussir, il conviendrait que les plus anciens accompagnent les jeunes nouveaux. De plus, il est important que ces derniers participent à des événements importants dans la vie du parti (Congrès, comités, manifestations, fêtes) ainsi qu'à des sessions de formation sur certaines thématiques (économie, élections, social, militantisme par exemple).

Cette Commission jeunesse pleinement autonome, en réfléchissant et travaillant avec la JC (Jeunesse communiste), doit être force de proposition afin de porter au plus grand nombre la parole communiste car être aux côtés de la jeunesse de notre département est une priorité, une urgence. C'est pourquoi le 17 mai dernier s'est réunie à la Fédération PCF de la Drôme la Commission jeunesse. Pour cette première réunion nous avons décidé d'un programme ainsi que d'un plan d'actions et d'initiatives.

Tout d'abord il est apparu primordial d'établir un diagnostic sur la jeunesse drômoise afin de mieux l'appréhender et ainsi connaître ses attentes, ses besoins en matière d'éducation, d'emploi, de santé ou de loisirs. Afin de réaliser cette présentation, il convient d'effectuer des recherches sur internet et de s'informer auprès des camarades ressources en la matière. Tous ceux souhaitant contribuer à étoffer l'analyse et apporter leurs remarques seront les bienvenus.

Lors de cette réunion s'est dégagée l'idée qu'afin de toucher les jeunes il fallait concentrer nos actions autour de deux moments importants pour le parti : La fête des Allos et la Fête de L'Huma.

C'est lors de réunions populaires et conviviales comme celles-ci que l'on doit pouvoir attirer l'attention des jeunes sur notre parti ainsi que sur nos propositions.

La société actuelle ne laisse que peu de place aux jeunes. Sans faire de jeunisme exacerbé, il est patent de constater les nombreuses préoccupations qui sont les leurs : difficultés d'accès à la culture, à un emploi et donc forcément à un logement, précarité dans de nombreux domaines. Ceci forme le terreau d'un certain fatalisme pouvant conduire malheureusement à terme vers la voie de l'abstention ou de l'extrême droite. Cela résulte aussi dans l'incapacité qu'éprouvent beaucoup de jeunes à se projeter dans l'avenir. Certains ne connaissent pas ou peu les solutions qui sont les nôtres. Ceux qui les connaissent sont pour la plupart d'accords avec nous mais très peu franchissent le pas de l'engagement personnel, du militantisme. Pour essayer de changer cela nous devons tenter de rassembler et mobiliser autour de nous afin que l'on œuvre tous ensemble, jeunes et moins jeunes dans la solidarité et la convivialité pour de meilleurs lendemains.

■ Rémy GARNIER